

Communiqué de presse

Nous tenons à affirmer notre solidarité pleine et entière à la population japonaise et notamment aux salariés des centrales accidentées qui vont payer un lourd tribut à cette catastrophe allant, pour certains, jusqu'au sacrifice.

En France où le lobby pro-nucléaire est particulièrement puissant, le gouvernement se veut rassurant et son ministre de l'Industrie, Éric Besson, n'hésite pas à affirmer qu'il ne s'agit pas d'une catastrophe majeure, prolongeant ainsi une politique de communication basée sur le mensonge, la dénégation de la réalité et le manque de transparence qui a été la règle pendant la catastrophe de Tchernobyl.

Ce nouvel accident majeur démontre que le risque zéro n'existe pas en matière nucléaire, y compris en France, y compris avec l'EPR. Les petits calculs, qui consistent à comparer la faible probabilité du risque et les avantages économiques que le nucléaire est censé apporter, ne tiennent pas compte de la nature du nucléaire qui met en jeu la santé et la vie de populations entières.

Le risque d'accident augmente avec les évolutions de ces dernières années, notamment avec la libéralisation du secteur de l'Énergie qui privilégie la rentabilité, qui a conduit à une dégradation importante de la sûreté dans le nucléaire et à la précarisation des emplois.

Le risque d'accident augmente avec l'intention de prolonger de 10 ans l'exploitation de Fessenheim, la plus ancienne centrale. Cette autorisation doit (devait ?) être donnée en avril de cette année.

Le risque d'accident augmente dans les centrales anciennes, comme le montre l'exemple du Japon. En France, 21 réacteurs de 900 MW ont été mis en service il y a plus de 30 ans. Ils assurent le quart de la production d'électricité et la tentation sera grande de les prolonger encore, malgré l'augmentation des risques.

Solidaires n'a cessé d'alerter sur les risques associés à l'industrie nucléaire qui ne sait pas que faire de ses déchets, qui permet la prolifération nucléaire, qui soumet au risque les populations et la santé des travailleurs dans les centrales particulièrement les personnels sous-traitants... L'avenir ne peut reposer que sur une société économe, visant les économies d'énergie, développant en priorité la part de production d'électricité à base d'énergies renouvelables, cessant le plus rapidement possible d'utiliser les énergies fossiles et préparant une sortie progressive du nucléaire, la plus rapide possible. Le lobby nucléaire et le gouvernement ne changeront pas facilement de politique énergétique. Une forte mobilisation populaire s'impose. Solidaires soutient l'appel aux manifestations qui auront lieu dans toute la France dimanche 20 mars à 15h, notamment à Paris devant l'Assemblée nationale.

Contact presse :

Pour le secrétariat national
Patrice Perret
06 25 94 78 00

